

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Semaine du 11 décembre 2023

*Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

## LE CHIFFRE A RETENIR

# 26,4 %

C'est le taux d'inflation du Ghana pour le mois de novembre 2023 (en g.a.), en baisse de 8,8 points par rapport au taux d'octobre 2023.

## Nigéria :

Banque mondiale : « poursuivre sur la voie difficile des réformes pour améliorer les perspectives de croissance du Nigeria et réduire la pauvreté » ; La raffinerie Dangote reçoit sa première cargaison de pétrole brut ; Babajide Sanwo-Olu présente le budget 2024 de l'Etat de Lagos.

## Ghana :

La Banque africaine de développement apporte un soutien budgétaire au Gouvernement de 102,6 M USD ; La Bourse du Ghana souhaite s'engager dans le plan de transition énergétique de 562 Md USD du Ghana.

## **Banque mondiale : « poursuivre sur la voie difficile des réformes pour améliorer les perspectives de croissance du Nigeria et réduire la pauvreté »**

La Banque mondiale publiait mercredi son dernier Nigeria Development Update, sous-titré « *Turning the corner: from reforms & renewed hope, to results* ». Le rapport fait le point sur la situation macroéconomique du Nigéria, à la **croisée des chemins**, sept mois après la mise en œuvre de deux réformes attendues : la libéralisation partielle du marché des changes et la suppression de la subvention à l'essence.

Si la prévision de croissance pour 2023 reste inchangée par rapport à celle annoncée par la Banque en octobre dernier (+2,9 %), la croissance pour 2024 est revue à la hausse (+3,3 % au lieu de +3,1 % en octobre dernier). Les prévisions de croissance pour 2025 et 2026 sont respectivement de 3,7 % et 4,1 %. La prévision de taux d'inflation moyen pour 2023 est de 24,5 %, puis 21,7 % et 19,6 % respectivement en 2024 et 2025, avant d'atteindre 17,1 % en 2026. Ces prévisions sont plus optimistes que celles du FMI en octobre dernier : 25,1 % en moyenne en 2023 et 23,0 % en moyenne en 2024.

Plus de 100 millions de Nigériens vivraient toutefois sous le seuil de pauvreté d'après le rapport, tandis qu'1,5 millions de foyers vulnérables ont reçu une mesure compensatoire de 25 000 NGN (32,5 USD) par mois, devant s'étendre sur 3 mois. D'ici la fin d'année, ce sont 5 millions de foyers qui devraient bénéficier de cette mesure, sur un objectif de 15 millions.

Les réformes semblent globalement porter leurs fruits puisque l'agence de notation Moody's a amélioré sa perspective pour le Nigéria, de « stable » à « positive », bien que sa note reste inchangée (Caa1).

**Les recommandations de la Banque mondiale restent inchangées :**

1. Concernant le marché des changes : resserrer la politique monétaire, arrêter le financement monétaire du déficit, régler les arriérés de change ;
2. Concernant la suppression de la subvention à l'essence : être plus transparent sur le prix de l'essence à la pompe et augmenter les recettes publiques non pétrolières ;
3. Promotion de la croissance : supprimer les barrières au commerce international, renforcer l'intégration économique à l'échelle de la CEDEAO, simplifier les démarches administratives des entreprises.

D'après la Banque mondiale et les ministres présents lors de la présentation du rapport, le Nigéria serait sur la bonne voie et il faudrait poursuivre les réformes ci-dessus. Les commentateurs ont néanmoins souligné que la résurgence d'un delta important entre taux officiel et parallèle et d'une subvention indirecte de l'essence,

attestée par la stabilité des prix du carburant, placeraient le Nigéria dans une situation similaire à celle d'avant mai 2023. [Le Congrès du travail du Nigeria \(NLC\) a mis en garde jeudi le Gouvernement contre toute augmentation du prix de l'essence à la pompe, déclarant que cela conduirait à « l'anarchie dans le pays ».](#)

## **La raffinerie Dangote reçoit sa première cargaison de pétrole brut**

[Inaugurée en mai dernier, la raffinerie Dangote a reçu sa première cargaison de pétrole brut du champ pétrolifère d'Agbami.](#) Ce sont ainsi plus d'un million de barils qui ont été achetés par la raffinerie à Shell International Trading and Shipping Company (STASCO) et déchargés dans ses réservoirs.

Cette première livraison serait suivie dans les prochaines semaines de quatre autres, en provenance de la NNPC, et d'une livraison d'ExxonMobil qui viendraient compléter la première phase d'approvisionnement de 6 millions de barils. **Cet approvisionnement devrait donc marquer le coup d'envoi de la production de diesel, de carburant d'aviation et de GPL de la raffinerie, avant de passer à la production d'essence.** Plus de 350 000 barils par jour devraient être traités par l'installation, conçue pour assurer *in fine* une capacité de raffinement de 650 000 barils par jour et garantir la sécurité énergétique du Nigéria en répondant à 100 % de ses besoins en produits raffinés.

Néanmoins, la viabilité des objectifs de la raffinerie Dangote est remise en question par plusieurs acteurs du secteur, en raison de défauts identifiés sur l'infrastructure et de doutes quant à la capacité de la raffinerie d'assurer son approvisionnement en brut. Des doutes persistent également au sujet du respect de la promesse de revente du produit raffiné en nairas sur le marché nigérian, considérant les opportunités à l'export.

## **Babajide Sanwo-Olu présente le budget 2024 de l'Etat de Lagos**

[Le gouverneur de l'Etat de Lagos, Babajide Sanwo-Olu, a présenté à l'Assemblée de l'Etat le budget prévisionnel de 2024, avoisinant les 2 200 Md NGN \(2,7 Md USD\).](#) Les dépenses courantes représentent 45 % du budget global, soit 1 020 Md NGN (1,3 Md USD), et les dépenses d'investissement 55 %, soit 1 220 Md NGN (1,5 Md USD).

Le gouverneur de Lagos a détaillé l'allocation du budget : plus de 530 Md NGN (660 M USD) seront notamment destinés aux affaires économiques, 199 Md NGN (248 M USD) à l'éducation, 156 Md NGN (194 M USD) au secteur de la santé, 50 Md NGN (62 M USD) à la protection sociale et 84 Md NGN (104 M USD) à la sécurité. Devant la Chambre, le gouverneur a souligné que ces investissements devraient permettre d'atténuer les effets de la suppression de la subvention sur le carburant, de l'inflation, et laisser des bénéfices pérennes pour les conditions de vie des habitants de Lagos.

## **La Banque africaine de développement apporte un soutien budgétaire au Gouvernement de 102,6 M USD**

[Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement \(BAD\) a approuvé en novembre une subvention de 102,59 M USD au Ghana pour le Programme de consolidation fiscale et de relance économique \(FISCERP\).](#) Ce programme vise à **renforcer** les mesures d'assainissement budgétaire au Ghana et à **favoriser** une mobilisation accrue des ressources, pour renforcer la capacité financière du gouvernement en matière d'investissements nationaux. En outre, il cible le renforcement du secteur financier afin d'attirer les investissements privés, notamment dans des secteurs cruciaux tels que l'agriculture. Il sera mis en œuvre sur une période de deux ans, de 2023 à 2024, par le gouvernement ghanéen en étroite collaboration avec la BAD. Cette initiative complète la facilité élargie de crédit accordée au Ghana en mai 2023 par le Fonds monétaire international et celle de la Banque mondiale.

Le portefeuille actif de la BAD au Ghana comprend 20 opérations d'un montant total de 726 M USD réparties dans plusieurs secteurs, en particulier le transport et l'agriculture. Ce portefeuille s'aligne sur les cinq priorités stratégiques de BAD au Ghana, à savoir électrifier le pays, nourrir la population, industrialiser l'économie, promouvoir l'intégration et améliorer la qualité de vie des ghanéens.

## **La Bourse du Ghana souhaite s'engager dans le plan de transition énergétique de 562 Md USD du Ghana**

[La Bourse du Ghana \(GSE\) exprime son intention de participer au développement des mécanismes de financement climatique et d'échange de droits d'émission de carbone.](#) A l'occasion de l'évènement inaugural «Sonner la cloche pour le climat», la directrice générale de la GSE, Abena Amoah, a annoncé vouloir collaborer avec le Bureau du marché du carbone du Ghana (GCMO), l'Agence de protection de l'environnement (EPA) ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs du marché des capitaux et du monde des affaires. L'objectif est de développer des instruments de financement climatique et d'échange de droits d'émission de carbone et de mobiliser des capitaux nationaux, régionaux et internationaux. Le Cadre national de transition énergétique du Ghana (ETIP), qui vise à décarboner le secteur de l'énergie, estime à 562 Md USD le besoin de financement pour une mise en œuvre complète et l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2060.

L'événement a été organisé par la Fédération mondiale des marchés financiers (WFE), dont la GSE est membre, en marge de la 28<sup>ème</sup> Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP28).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr)